



Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail

# Programme de travail annuel 2009

## **Table des matières**

<b>Résumé</b>	<b>1</b>
<b>1. Contexte mondial, européen et institutionnel</b>	<b>2</b>
<b>2. Objectifs stratégiques et coopération</b>	<b>3</b>
Objectifs stratégiques	3
Coopération et partenariats	4
<b>3. Programme de recherche</b>	<b>5</b>
Croissance de l'emploi et offre et demande de travail sur les marchés de l'emploi en pleine évolution	5
Des emplois plus nombreux et de meilleure qualité et une plus forte productivité au travers des partenariats	7
Promotion de l'inclusion sociale et de la protection sociale durable	13
Méthodes de recherche	17
<b>4. Programme de communication</b>	<b>20</b>
Publications	20
Publication sur le web et diffusion	20
Débat et évènements	21
Information des parties prenantes	21
Médias	22
<b>5. Ressources et processus de travail</b>	<b>23</b>
Budget	23
Ressources humaines et processus de travail	24
<b>6. Suivi et évaluation des performances</b>	<b>25</b>
<b>Annexe: Budget consacré aux projets</b>	<b>26</b>

# Résumé

L'année 2009 est la première année du programme quadriennal 2009–2012 qui doit donner lieu à une analyse comparative et à des études prospectives de l'impact des principaux moteurs du changement (mondialisation, innovation technologique, tendances démographiques et changement climatique) sur les conditions de vie et de travail en Europe. Le programme vise à identifier des approches pragmatiques et les meilleures pratiques pour mener à bien ces changements tandis que l'Europe se prépare à l'après-Lisbonne.

La Fondation assiste principalement les syndicats, les confédérations patronales, les gouvernements nationaux et les institutions européennes dans leurs efforts pour promouvoir la qualité du travail et la qualité de vie. Elle aide ces acteurs clés à anticiper et gérer le changement, ainsi qu'à développer de façon durable la compétitivité, l'inclusion sociale, le dialogue social et le partenariat.

Les activités de recherche et de communication de la Fondation durant la période 2009–2012 seront fortement liées aux réponses apportées par les politiques européennes aux principaux moteurs du changement, via l'analyse et l'anticipation de leur impact sur les conditions de vie et de travail.

Le programme 2009–2012 poursuivra les recherches dans les domaines clés d'expertise de la Fondation: conditions de travail, relations industrielles, conditions de vie et anticipation et gestion des changements industriels. Les études dans ces domaines sont articulées autour de trois grands axes de recherche:

1. croissance de l'emploi et offre et demande de travail sur les marchés de l'emploi en pleine évolution;
2. des emplois plus nombreux et de meilleure qualité et une plus forte productivité au travers des partenariats;
3. promotion de l'inclusion sociale et de la protection sociale durable.

Parmi les temps forts du programme 2009 figurent:

- le rapport de synthèse de la deuxième enquête sur la société européenne;
- les rapports annuels de l'Observatoire européen du changement (EMCC), de l'Observatoire européen des relations industrielles (EIRO) et de l'Observatoire européen des conditions de travail (EWCO);
- les rapports d'analyse secondaire de la deuxième enquête européenne sur la qualité de vie.

La publication de résumés brefs, faciles à lire, sur les résultats de la recherche, comprenant des indices politiques clairs, sera poursuivie. Des investissements plus importants seront consentis afin de développer le multilinguisme en fournissant des documents de synthèse plus concis en plusieurs langues à l'intention des principaux utilisateurs. Le service de rapports personnalisés sera renforcé, ainsi que la capacité de recherche ad hoc. Quatre numéros de la série *Foundation Findings* et deux numéros de *Foundation Focus* devraient être publiés au cours de l'année 2009.

Le forum bisannuel de la Fondation aura lieu en 2009. Une conférence conjointe, coordonnée par la Fondation dans le cadre du projet de *Réseau européen des villes pour une politique locale d'intégration des migrants* (CLIP), se déroulera également au cours de l'année. La Fondation organisera des événements conjointement avec le Parlement européen et le Comité économique et social européen. Une collaboration sera instaurée avec les présidences tchèque et suédoise.

Des efforts seront déployés et des développements effectués en vue d'améliorer la qualité des enquêtes et des observatoires de la Fondation. L'accent sera également mis durant cette période sur le renforcement de l'efficacité interne et la création de valeur ajoutée en termes de planification basée sur les activités, le suivi des performances et le développement organisationnel et des processus de travail.

# 1 Contexte mondial, européen et institutionnel

L'année 2009 est caractérisée par des changements significatifs en Europe. Les perspectives économiques européennes et mondiales sont moins optimistes, laissant présager un possible changement de cycle conjoncturel avec les différentes implications politiques que cela peut avoir au niveau des États membres à la fois pour les gouvernements et les partenaires sociaux.

Le programme de travail annuel de la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail (Eurofound) sera mis en œuvre dans un contexte de plus grande coordination entre les différentes stratégies européennes. L'agenda social renouvelé de la Commission européenne doit être appréhendé et compris dans le contexte de la stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi, de la stratégie européenne pour l'emploi et de la nouvelle stratégie de l'UE en faveur du développement durable. Toutes ces politiques sont axées sur les priorités économiques, sociales et environnementales afin d'aider les États membres et les partenaires sociaux à relever les défis de la mondialisation, des évolutions technologiques, de l'évolution démographique et du changement climatique.

La poursuite de la mise en place du marché unique et la libéralisation de plusieurs secteurs industriels (services, énergie, poste et transport), le changement de cycle conjoncturel, l'évolution du marché du travail et des conditions d'emploi ainsi que le développement d'une approche mondiale de la politique commune d'immigration auront également un impact sur l'agenda de l'UE.

En 2009, la Fondation visera à accroître son efficacité, sa productivité et la valeur ajoutée dans le cadre de plusieurs projets de développement. Les exigences de gestion financière saine devraient aider la Fondation à formuler des objectifs de travail réalistes et à instaurer des outils de mesure pour démontrer qu'elle sait mener à bien ses objectifs et apporter une valeur ajoutée à la gouvernance globale de l'Union européenne.

Les activités proposées pour 2009 s'inscrivent dans le contexte de ces évolutions majeures et en tenant compte des domaines où l'expertise de la Fondation peut fournir plus de valeur ajoutée. L'année 2009 est la première année de mise en œuvre du nouveau programme quadriennal de roulement. Les projets de recherche sont en conformité avec les buts et objectifs stratégiques de la Fondation et fondés sur les ressources humaines et financières prévues dans le projet de budget pour 2009.

## Objectifs stratégiques

Cinq objectifs stratégiques ont été adoptés en 2006; ils donnent les grandes lignes des objectifs à court et long terme des activités de la Fondation:

1. améliorer la qualité de la recherche et des résultats;
2. identifier, développer et comprendre les groupes cibles de consommateurs;
3. accentuer l'impact et l'influence auprès des vrais décideurs;
4. accroître la visibilité et améliorer l'image de la Fondation;
5. identifier et étendre l'avantage compétitif de la Fondation.

Le programme de roulement quadriennal 2009–2012 a identifié les deux objectifs spécifiques suivants à réaliser durant cette période:

1. être une source fiable d'information de grande qualité et identifier les problèmes émergents pour les soumettre au débat et à la recherche;
2. renforcer le caractère tripartite des activités de la Fondation et les relations avec les parties prenantes.

Pour l'année 2009, la Fondation mettra en œuvre ces objectifs comme suit.

### **1. Être une source fiable de données, d'information et d'analyse de grande qualité et identifier les problèmes émergents pour les soumettre au débat et à la recherche**

- Fournir des données fiables à partir des enquêtes, conformément aux normes de qualité convenues;
- Établir un plan d'action pour améliorer la qualité des observatoires et des enquêtes;
- Mieux exploiter le potentiel des informations et données recueillies en élaborant des rapports plus complets ainsi que des rapports ciblés;
- Renforcer le suivi des débats de l'UE et des États membres afin d'identifier des problèmes émergents à un stade précoce;
- Intégrer des revues par des experts et parties prenantes des documents livrables dans tous les principaux domaines de dépenses;
- Accroître la capacité des études sur demande en vue d'obtenir des résultats personnalisés en fonction des besoins spécifiques des parties prenantes.

### **2. Renforcer le caractère tripartite des activités de la Fondation et les relations avec les parties prenantes**

- Accroître les efforts de communication ciblée sur toutes les activités de recherche à l'intention des décideurs des syndicats, des organisations patronales à la fois aux niveaux européen et national, des gouvernements, du Parlement européen et de la Commission européenne;
- Produire des synthèses multilingues sur tous les résultats de recherche importants.
- Assurer des débats réguliers sur les perspectives d'avenir, avec la contribution d'experts extérieurs;

- Développer les événements conjoints de haut niveau avec les décideurs des syndicats, des organisations patronales aux niveaux européen et national, des gouvernements, du Parlement européen et de la Commission européenne;
- Développer les réunions d'information avec des décideurs clés à Bruxelles;
- Continuer de développer l'échange et la coopération avec les décideurs des syndicats, des organisations patronales, des gouvernements, du Parlement européen et de la Commission européenne;
- Évaluer la faisabilité d'établir des centres nationaux dans les nouveaux États membres;
- Poursuivre l'activité des comités consultatifs quadripartites couvrant respectivement une activité majeure via un comité consultatif spécifique chargé de donner son avis sur des questions pour les soumettre à la recherche, y compris les rapports analytiques comparatifs; évaluer tous les grands rapports de recherche avant la publication, donner un avis sur les activités de suivi et sur le travail des Observatoires correspondants.

### Coopération et partenariats

La Fondation continuera de renforcer sa valeur ajoutée en matière de coopération et d'échange, en recherchant les avantages mutuels. Elle évitera tout chevauchement entre ses propres activités et les initiatives entreprises par l'OSHA, l'OCDE, Eurostat, le CEDEFOP ou tout autre grand centre de recherche européen.

En 2009, la Fondation continuera de coopérer avec des agences telles que le Centre européen pour le développement de la formation professionnelle (CEDEFOP) et l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail (EU-OSHA), ainsi que la Fondation européenne pour la formation (ETF) sur la base des projets concrets conjoints convenus annuellement. La coopération avec le nouvel Institut européen pour l'égalité entre les femmes et les hommes (EGI) démarrera dès que son directeur aura pris ses fonctions. La Fondation a également l'intention de réaliser un accord de coopération avec l'Agence européenne des droits fondamentaux (FRA).

La coopération avec le Parlement européen, le Comité économique et social européen (CESE) et le Comité des régions (CdR) sera renforcée, notamment en ce qui concerne l'organisation conjointe d'événements de haut niveau. La coopération avec des organisations internationales telles que l'OIT et l'OCDE sera également développée plus avant. Elle tirera aussi profit du programme d'aide de préadhésion à l'UE (IAP) pour favoriser le développement des conditions de vie et de travail dans les pays candidats et dans les Balkans occidentaux, au besoin. S'agissant de l'approche de partenariat, le principal volet sera de poursuivre le travail, riche et de longue haleine, avec les syndicats, les organisations patronales, les gouvernements, le Parlement européen et d'autres institutions pour le développement et la mise en œuvre du programme de travail. La coopération sera également développée avec le comité de l'emploi et le comité de la protection sociale du Parlement européen. Enfin, la coopération sera élargie avec les commissions permanentes du Conseil sur l'emploi et la protection sociale en coopération avec les gouvernements nationaux.

Les domaines de recherche sont définis dans le programme quadriennal 2009–2012 et la recherche en 2009 s’aligne sur ce programme. Les chapitres suivants abordent d’abord brièvement l’orientation de la Fondation dans les activités de recherche et de communication et présentent ensuite les projets de recherche.

## Croissance de l’emploi et offre et demande de travail sur les marchés de l’emploi en pleine évolution

L’enjeu à long terme est d’assurer que l’ajustement du marché du travail au changement structurel se produit de telle manière qu’il génère, d’une part, la croissance de l’emploi et une redistribution efficace de la main-d’œuvre vers des activités relativement concurrentielles et, d’autre part, une amélioration des conditions de travail et de vie. Dans ce contexte, la question majeure est de savoir comment les changements dans l’organisation de l’activité économique et l’actionnariat influenceront l’emploi et les conditions de travail.

### Adaptation du marché du travail au changement structurel

#### *Projet: Rapports analytiques comparatifs de l’EMCC*

L’Observatoire européen du changement élaborera des rapports analytiques comparatifs en 2009. La sélection finale des thèmes pour les rapports analytiques comparatifs sera basée sur l’avis du comité consultatif de l’EMCC. Les sujets susceptibles de faire l’objet de rapports de l’EMCC sont les suivants:

- « Addressing Recession » [faire face à la récession]: rapport sur l’impact du ralentissement économique mondial dans les États membres (secteurs, régions, groupes démographiques, professions) et réponses politiques (par exemple, flexicurité, adaptation aux besoins du marché du travail) à la fois aux niveaux micro- et macro-économiques, avec l’accent mis sur les avis des partenaires sociaux.

#### *Projet: Outil de veille sur les tendances européennes en matière d’emploi, ou EET (European Employment Trends)*

**Champ d’action:** l’outil de veille sur les restructurations d’entreprises en Europe (*European Restructuring Monitor - ERM*) a été optimisé en 2007–2008 afin qu’il soit en mesure d’utiliser plusieurs sources de données pour traiter un plus large éventail de questions liées à l’emploi. Ce développement sera poursuivi. La nouvelle approche élargie repose sur «l’outil de veille sur les tendances européennes en matière d’emploi», ou EET (*European Employment Trends*), qui englobe deux instruments principaux: l’EET–ERM destiné à surveiller les restructurations des entreprises, et l’EET–EJM (*European Jobs Monitor*) destiné à surveiller l’évolution du nombre d’emplois par catégories salariales.

**Objectifs:** fournir des informations pertinentes et une analyse des tendances européennes en matière d’emploi, en mettant particulièrement l’accent sur les restructurations et les changements observés au niveau du nombre d’emplois et de la structure salariale.

**Méthodes:** l’EET–ERM continuera de s’appuyer sur la base de données en ligne ERM existante, mais avec les informations supplémentaires issues des données nationales concernant les avis de licenciement, si disponibles. L’ERM, trimestriel, continuera de fournir des informations pertinentes sur les tendances des restructurations et les efforts tendront vers une production des rapports sur une base mensuelle. En 2009, une analyse sera effectuée pour évaluer la valeur scientifique des résultats publiés antérieurement et des études méthodologiques viseront à optimiser la qualité et la fiabilité des données collectées.

La méthodologie de l’EET–EJM, utilisée par le passé dans le contexte plus vaste du suivi de l’objectif de Lisbonne sur la création d’emplois plus nombreux et meilleurs, sera révisée. Les rapports continueront d’examiner l’évolution des

caractéristiques des emplois liée au salaire, mais évitera de faire des interprétations et de tirer des conclusions sur la qualité de l'emploi en se basant sur les salaires.

Des efforts seront déployés pour déterminer les structures salariales sur la base des données disponibles. Un séminaire d'experts sera organisé, qui réunira les parties prenantes de la Fondation et des experts extérieurs indépendants.

À partir de 2009 tous les États membres de l'UE seront couverts par cette étude. Les résultats seront présentés par chaque État membre et par des groupes de pays de l'UE.

**Résultats:** le rapport trimestriel de l'EET-ERM continuera de fournir des informations pertinentes sur les tendances en matière de restructuration et évoluera si possible vers une publication mensuelle, avec les rapports EET- EJM.

*Projet: contribution de l'EMCC aux études sectorielles menées par la DG Emploi*

**Champ d'action:** la DG Emploi mène actuellement des études portant sur 16 secteurs afin d'élaborer des scénarios pour les futurs besoins de compétences. Parallèlement à ces études et à son étude intersectorielle, elle a aussi l'intention de créer un site web (Anticipedia) à des fins d'actualisation et de diffusion d'informations. Les rôles et tâches respectifs de la Commission et de la Fondation ont été convenus en détail. Suite à l'implication du bureau, ce projet sera élaboré selon les objectifs et méthodes convenues et les résultats attendus.

**Objectifs:** poursuivre la coopération avec la DG Emploi dans ce domaine, notamment en ce qui concerne l'étude intersectorielle finale et dans la perspective des futures mises à jour des études.

**Méthodes:** études sectorielles prospectives: la Fondation contribue actuellement à ces études et la DG Emploi envisage également de l'impliquer dans le projet Anticipedia.

**Résultats:** la contribution de la Fondation aux rapports financés par la DG Emploi et son implication dans les ateliers sectoriels.

*Projet: Études sectorielles de l'EMCC*

**Champ d'action:** ce projet vise à explorer l'impact de la mondialisation sur le changement structurel et l'emploi dans le secteur financier. L'initiative est venue des partenaires sociaux.

**Objectifs:** le projet a pour objectif de présenter une analyse détaillée de l'impact des forces motrices de la mondialisation sur le secteur, où l'émergence de marchés mondiaux de produits et du travail a entraîné un changement structurel. L'accent sera mis sur la description de l'impact sur l'emploi dans le secteur choisi: risques et domaines de déclin de l'emploi et potentiel et type de croissance de l'emploi. Cette démarche inclura une analyse des facteurs motivant les décisions d'implantation des activités des entreprises et visera à fournir des éclaircissements concernant les futures tendances en matière de délocalisation pour les secteurs examinés.

**Méthodes:** le secteur sera étudié en suivant le format établi d'une étude sectorielle de l'EMCC:

- a) rapport cartographique (basé sur une recherche documentaire) soulignant la concurrence mondiale et l'émergence d'un marché mondial du travail qui constituent les principaux moteurs du changement;
- b) études de cas et études de grappes (basées sur les visites d'entreprises et les entretiens) axées sur l'identification des facteurs influençant les décisions d'implantation des activités des entreprises;



c) Scénarios (mis au point à l'aide de techniques d'élaboration de scénarios) axés sur le potentiel de croissance lié à la mondialisation.

**Résultats:** rapport cartographique, études de grappes et scénario.

**Durée:** 12 mois

## Flexicurité

### *Projet: études de cas de restructuration par l'EMCC*

Champ La flexicurité est un élément clé de l'approche européenne d'adaptation au changement structurel. Mise en œuvre avec succès, la flexicurité facilite la flexibilité du marché du travail et la transition en douceur vers de nouveaux emplois sans impliquer de période d'adaptation coûteuse pour les travailleurs. Étant donné que la flexicurité exige généralement de concilier des intérêts apparemment conflictuels, elle nécessite une approche multipartite: les employeurs, les travailleurs et les gouvernements aux niveaux national et régional jouent un rôle clé dans ce contexte.

**Objectifs:** Si la plupart des études sur la flexicurité sont axées sur le niveau national ou sectoriel, il y a peu d'études qui examinent l'impact de la flexicurité au niveau de l'entreprise. L'objectif du présent projet est donc d'examiner dans quelle mesure les différents acteurs coopèrent à la promotion de la flexicurité dans des cas concrets au niveau de l'entreprise. Des études de cas révéleront également comment les principes communs de flexicurité – adoptés au niveau européen en 2007 – ont façonné les pratiques des entreprises.

**Méthodes:** Études de cas par l'EMCC, portant spécifiquement sur les approches de flexicurité.

**Résultat:** Une analyse comparative des transitions positives sur les marchés du travail nationaux dans l'UE en réponse à la restructuration de l'économie mondiale.

## Des emplois plus nombreux et de meilleure qualité et une plus forte productivité au travers des partenariats

La qualité du travail et l'emploi sont au cœur de l'agenda européen pour la politique sociale. La création et le maintien d'un bon environnement de travail représentent un avantage précieux pour les travailleurs et la société dans son ensemble, mais également un facteur clé pour la productivité des travailleurs et le haut niveau de compétitivité des entreprises. Par conséquent, la qualité du travail est également au centre du dialogue social, en particulier au niveau de l'entreprise. Les entreprises s'adaptent actuellement à la mondialisation afin d'assurer leur viabilité à long terme et, dans ce contexte, elles s'efforcent de développer les conditions de travail et de restructurer leurs opérations tout en considérant les besoins des travailleurs notamment en ce qui concerne l'équilibre entre la vie privée et la vie professionnelle et la gestion du stress.

La Fondation étudie depuis longtemps les inégalités des conditions de travail entre et au sein des États membres. De même, elle a recueilli des renseignements précieux sur le développement des relations industrielles à la fois dans les États membres de l'UE et dans un contexte comparatif plus large. Sur la base de ces traditions, les principaux aspects de ces recherches seront les évolutions des conditions de travail, du dialogue social et des relations industrielles.

## Relations industrielles et organisation du travail

### *Rapports analytiques comparatifs*

L'Observatoire européen des relations industrielles (EIRO) produira 4 à 6 rapports analytiques comparatifs relatifs aux relations industrielles et à l'organisation du travail au travers du Réseau des correspondants européens. La sélection finale des thèmes pour les rapports analytiques comparatifs sera basée sur l'avis du comité consultatif sur les relations industrielles. Les sujets susceptibles de faire l'objet de rapports sont les suivants.

- Gestion de conflits individuels dans les relations professionnelles (y compris la médiation)
- Transition vers l'industrie verte: impacts, politiques des gouvernements, partenaires sociaux
- Développements au niveau des organisations de partenaires sociaux (par exemple, fusions)
- Écarts salariaux en Europe
- Travailleurs postés
- Inégalités salariales entre les sexes
- Relations industrielles dans le secteur des arts du spectacle
- Politiques de prévention du stress et leur niveau de mise en œuvre dans tous les États membres (plus la Norvège et l'Islande)

### *Études de représentativité*

Les études de représentativité sont largement liées au dynamisme du dialogue social sectoriel dans l'Union européenne. Chaque année, 4 à 6 études de représentativité sont effectuées par la Fondation. En 2009, la Fondation se concentrera sur les secteurs suivants: administrations centrales, restauration, chaussures, industries des métaux, enseignement.

Étant donné que les études de représentativité sont effectuées pour soutenir le dialogue social sectoriel développé à l'instigation de la Commission européenne, ces études continueront d'être menées en étroite collaboration et en consultation avec les partenaires sociaux des secteurs impliqués dans les comités de dialogue social concernés (à la fois en ce qui concerne l'étude à proprement parler et le comité consultatif sur les relations industrielles). Ces partenaires sociaux devront être contactés via l'unité Dialogue social et relations industrielles de la Commission européenne.

### *Mise à jour du dictionnaire européen des relations industrielles*

Le dictionnaire européen des relations industrielles sera également actualisé en 2009.

### **Projet: Statut de la société européenne**

**Champ d'action:** une société européenne (désignée sous son nom latin de *Societas Europea*: SE) exerce ses activités à l'échelle européenne et est régie par la législation européenne directement applicable dans les États membres, plutôt que par le droit national. Une société européenne ne peut être enregistrée que si un accord pour l'implication des travailleurs – conformément à l'article 4 de la directive 2001/86/CE – a été conclu. Au début 2008, on comptait 113 sociétés européennes établies. Seules une trentaine d'entre elles sont des SE avec des activités économiques et des employés, et elles feront l'objet de l'étude dans ce projet.

**Objectifs:** établir un premier inventaire, une analyse et des études de cas sur la nature et le fonctionnement de l'implication des travailleurs dans les sociétés européennes et collecter les données sur l'expérience des sociétés en mettant l'accent à la fois sur la gestion et les employés.

**Méthodes:** une analyse du statut de la société européenne, de la directive correspondante et des dispositions sur l'implication des travailleurs, complétée par des études de cas du fonctionnement effectif des sociétés européennes.

**Résultat:** un rapport récapitulatif avec des études de cas

**Projet: Systèmes nationaux de relations industrielles dans l'UE: caractéristiques spécifiques aux pays et spécifiques aux secteurs**

**Champ d'action:** les systèmes de relations industrielles distincts existant dans les différents secteurs sont susceptibles de réagir différemment aux règlements communautaires, ce qui peut se solder par un manque de cohérence des relations industrielles entre les secteurs, plutôt qu'entre les pays.

La mise en œuvre des règlements de l'UE dépend des acteurs nationaux des relations industrielles. Ce projet examine l'ampleur et les caractéristiques des variations observées entre les secteurs au niveau des relations industrielles.

**Objectifs:** comparer systématiquement les effets au niveau sectoriel et au niveau national sur les relations industrielles et déterminer leur importance respective. Les systèmes de relations industrielles distincts existant dans les différents secteurs sont susceptibles de réagir différemment aux règlements communautaires et ce type de recherche peut aider à comprendre et anticiper les problèmes que pourront rencontrer les règlements de l'UE.

**Méthodes:** collecte de données sur environ 25 secteurs au travers des études de représentativité existantes, et de données sectorielles supplémentaires dans le cadre du Réseau des correspondants européens. Des données statiques seront collectées étant donné que des données chronologiques ne seront peut-être pas disponibles. Elles seront complétées par des données économiques (par exemple, exportations, importations, valeur ajoutée et salaires) sur les dix dernières années afin d'identifier des similitudes économiques entre certains groupes de secteurs et de pays.

**Résultats:** données sectorielles, nationales, et un rapport préparatoire (2009). Rapport de recherche final en 2010.

**Projet: Développement des relations industrielles dans l'UE, aux États-Unis, au Japon et dans les économies émergentes**

**Champ d'action:** ce projet a pour objectif d'examiner les mesures et les politiques entreprises par différents pays en Europe et dans certains pays choisis en dehors de l'Europe, et les principaux acteurs (c'est-à-dire les partenaires sociaux les gouvernements, les institutions, etc.) et leur impact sur le travail et les relations industrielles. Il s'agit ainsi de développer la compréhension internationale de l'évolution des relations industrielles et de la position de l'Europe dans ce domaine.

**Objectifs:** montrer comment différents systèmes de relations industrielles entreprennent de relever le même défi et identifier les implications. Les enseignements tirés peuvent être utilisés par les partenaires sociaux et les gouvernements peuvent discuter des évolutions à venir des relations industrielles.

**Méthodes:** un rapport comparatif des contributions nationales basé sur un questionnaire. Organisation d'un séminaire aux fins de diffusion des résultats et de sensibilisation.

**Résultats:**

- rapports nationaux des États-Unis, du Japon, de la Chine, du Brésil (et de l'UE);
- rapport de synthèse comparatif;
- séminaire en collaboration avec une organisation internationale.

### *Autres sujets de recherche possibles ou alternatifs*

#### **Projet: Relations industrielles et viabilité à long terme**

Dans toute l'Europe et dans l'ensemble de l'économie mondiale, une attention particulière est portée à l'organisation de la production et de l'économie dans des conditions équitables, ainsi qu'à la promotion du travail dans des conditions décentes et à la protection de l'environnement. Les gouvernements européens et les initiatives des partenaires sociaux jouent un rôle essentiel dans le développement et la mise en place d'entreprises écologiquement viables.

En 2009, un tour d'horizon des stratégies proposées par les syndicats, les organisations patronales et les gouvernements sera réalisé dans un premier temps. Il sera utilisé en vue d'identifier les questions qui doivent être encore examinées et analysées en 2010. Une réunion d'experts devrait être organisée afin de débattre du contenu et de la méthodologie à appliquer dans une étude dont le lancement est prévu en 2010.

#### **Conditions de travail**

##### *Projet: Rapports analytiques comparatifs*

L'Observatoire européen des conditions de travail (EWCO) réalisera 4 à 6 rapports analytiques comparatifs relatifs aux conditions de travail au travers du Réseau des correspondants européens. La sélection finale des thèmes pour les rapports analytiques comparatifs sera basée sur l'avis du comité consultatif sur les conditions de travail. Les sujets susceptibles de faire l'objet de rapports sont les suivants:

- Stress au travail – avec une attention particulière sur l'accord des partenaires sociaux
- Violence et harcèlement – avec une attention particulière sur l'accord des partenaires sociaux
- Absentéisme
- Travailleurs pauvres
- Conditions de travail dans les centres d'appels

##### *Projet: Conditions de travail et dialogue social*

**Champ d'action:** L'étude analytique de 2008 «Conditions de travail et dialogue social» a fourni des informations sur les enquêtes nationales existantes qui comportaient des questions concernant à la fois les conditions de travail et le dialogue social. En 2009, le projet examinera le lien possible entre l'amélioration des conditions de travail et le dialogue social au travers des exemples de secteurs choisis. Les secteurs seront identifiés en tenant compte de l'avis du comité consultatif sur les conditions de travail.

#### **Objectifs:**

- diffuser l'information et partager l'expérience avec les partenaires sociaux, les gouvernements et les institutions européennes concernant les liens entre les conditions de travail et le dialogue social en se basant sur les exemples des États membres choisis et des secteurs choisis;
- analyser l'impact de l'implication des salariés en tant que source de motivation pour la main-d'œuvre et en tant qu'élément moteur pour l'amélioration des performances et de la productivité.

**Méthodes:**

- diffusion d'information/ débat dans le cadre d'une conférence sous la présidence tchèque;
- analyse en interne des résultats de l'enquête sur la société européenne abordant les thèmes de la qualité du travail et du dialogue social;
- études de cas dans des secteurs choisis.

**Résultats:**

- rapport général de synthèse
- rapport établi à partir de l'analyse interne
- rapport Implication des salariés et conditions de travail

*Projet: Liens entre la qualité de travail et les performances*

**Champ d'action:** en 2009, la Fondation examinera, dans le cadre de ce projet, le lien entre le haut niveau de qualité du travail dans des entreprises et les performances économiques de ces mêmes entreprises. Elle observera également le lien entre le faible niveau de qualité du travail et les performances économiques de ces entreprises. Le cadre conceptuel fait référence aux innovations sur le lieu de travail, qui influencent la qualité du travail et les performances individuelles des salariés ainsi que la productivité de l'entreprise. Après le passage en revue de la littérature théorique et empirique, une série de quatre à cinq études de cas originales sera produite. L'argument en faveur de nouvelles organisations du travail est motivé par la nécessité d'un haut niveau de compétences, d'une grande confiance et d'objectifs de qualité élevée.

**Objectifs:** le projet vise à explorer en détails les relations complexes entre les niveaux de qualité du travail et les performances/ la productivité au niveau de l'entreprise.

**Méthodes:** la Fondation effectuera dans les entreprises des études de terrain, avec des entretiens, et élaborera une série d'études de cas et un rapport de synthèse. Un séminaire d'experts sera aussi éventuellement organisé.

**Résultat:** un rapport contenant une présentation générale des approches empiriques de la mesure de la productivité durable et du contexte européen, accompagné de quatre études de cas.

**Nouvelles formes d'actionariat et de gouvernance des sociétés**

*Projet: Impact des formes émergentes de relations interentreprises sur les conditions de travail*

**Champ d'action:** ces dernières décennies ont vu des changements significatifs dans les relations interentreprises et l'organisation de l'activité économique. Si les entreprises ont tendance à faire davantage appel à la sous-traitance et à se concentrer sur leur activité principale, par ailleurs différents types de réseau et de partenariat tendent également à se développer. Parmi ceux-ci, on peut citer les suivants:

- alliances stratégiques, sociétés en participation et prises de participations réciproques au capital entre fournisseurs et distributeurs;
- fusions et restructurations pilotées à l'instigation de sociétés privées et de capital risque;
- partenariats public-privé;

- réseaux de petites entreprises qui mutualisent leurs ressources communes;
- réseaux d'entreprises mondiales très dispersées avec des configurations évolutives du travail orienté projets.

Il y a également une tendance à l'internationalisation de ces relations.

On connaît peu de choses sur l'impact de ces changements sur les relations de travail et notamment sur les conditions de travail.

**Objectifs:** ce projet a pour objectif de mettre en lumière l'impact de ces formes organisationnelles sur les relations de travail et les conditions de travail. Dans ce contexte, la Fondation porte un regard particulier sur la dimension européenne de ces relations et réseaux. Il serait particulièrement intéressant de se concentrer sur la nature de l'intégration des sociétés des nouveaux pays de l'élargissement dans des réseaux de production (idéalement à majorité européenne) internationaux.

**Méthodes:** des études de cas qui suivent l'évolution de ces relations entre les entreprises et tirent des conclusions quant à l'impact exercé sur les relations et les conditions de travail. Les cas peuvent être identifiés par les partenaires sociaux, les sous-traitants, en consultation avec la Fondation et éventuellement en utilisant l'outil de veille sur les restructurations d'entreprises (ERM).

**Résultats:** deux rapports d'étude de cas sur deux des types de partenariat/réseau, tels qu'illustrés ci-dessus.

*Projet: Impact des prises de participation privées et des fonds de couverture sur les pratiques de restructuration, les niveaux d'emploi et la valeur de l'actionnariat*

Il s'agit d'un nouveau thème de recherche pour la Fondation qui, jusqu'à ce jour, a fait l'objet de très peu d'études par ailleurs. Les développements des marchés financiers et leur tendance à la mondialisation ont donné lieu à de nouvelles formes d'actionnariat et de gouvernance des sociétés et de nouvelles formes de partenariats et de réseaux d'entreprises. Il convient d'examiner les implications de ces évolutions pour les pratiques de restructuration, les niveaux d'emploi, les politiques en matière de ressources humaines, les conditions de travail, et en particulier, les implications pour le dialogue social et les relations industrielles.

**Champ d'action:** les nouvelles formes émergentes d'actionnariat des sociétés risquent d'avoir un impact significatif sur les niveaux d'emploi, les pratiques de restructuration et l'organisation du travail. La question est essentiellement liée aux attentes des investisseurs.

**Objectifs:** les objectifs sont uniquement liés aux conséquences sociales de ces formes d'actionnariat. Quel impact cela pourrait-il avoir, par exemple, sur les niveaux d'emploi et les pratiques de restructuration? Très peu d'études ont été consacrées à ces questions. Avec le développement croissant de réseaux de production internationaux, les implications de l'internationalisation de la sous-traitance risquent de soulever d'autres questions sur l'actionnariat. Dans ces nouvelles formes d'actionnariat, l'objectif est de créer de la valeur pour les actionnaires, et cet aspect sera également pris en compte dans le projet. Les nouvelles formes d'actionnariat et de gouvernance ont de profondes implications sur les politiques en matière de ressources humaines, les conditions de travail, et notamment sur le dialogue social et les relations industrielles. Ces effets seront au centre des recherches.

**Méthodes:** les méthodes de recherche seront définies sur la base des résultats de l'étude pilote réalisée en interne en 2008. Une présentation générale est privilégiée compte tenu de la complexité et de la diversité de la question étudiée.

**Résultat:** un rapport général de synthèse.

## Promotion de l'inclusion sociale et de la protection sociale durable

Les principaux efforts dans ce domaine de la recherche en 2009 devront porter sur l'élargissement des opportunités de participation à la fois au niveau de la société et du lieu de travail pour les personnes de toutes les tranches d'âge. Les nouvelles études considèreront avec une attention particulière le mauvais état de santé en tant que cause d'exclusion de l'emploi. Il conviendra d'explorer les raisons pour lesquelles il y a un nombre croissant de jeunes qui reçoivent une allocation d'incapacité de travail. La maladie a des implications pour l'emploi des autres membres de la famille et la difficulté de concilier la vie professionnelle et les responsabilités familiales sera abordée dans les nouvelles études qui examineront spécifiquement les mesures dans ce domaine sur le lieu de travail.

Il y a une prise de conscience croissante du fait que l'équilibre vie professionnelle-vie privée est une question importante pour tous les travailleurs de toutes les tranches d'âge. Néanmoins, dans le débat actuel, l'accent est particulièrement mis sur la nécessité de permettre aux parents de jeunes enfants d'exercer un travail et de le conserver. La Fondation examinera la possibilité de poursuivre des recherches sur les services de garderie. En guise de contribution à l'Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (2010), elle entreprendra d'examiner les mesures visant à promouvoir l'intégration des citoyens âgés, notamment via des activités intergénérationnelles au sein de la communauté.

Dans le cadre du Réseau de villes européennes pour une politique d'intégration locale des migrants (CLIP), une trentaine de villes continueront d'apporter leur contribution active au travers des études de cas sur le «dialogue interculturel» et l'«entrepreneuriat ethnique». De même, les comptes rendus de la seconde enquête européenne sur la qualité de vie (European Quality of Life Survey – EQLS) se poursuivront avec des rapports analytiques détaillés sur des sujets reflétant les principaux thèmes de recherche du nouveau programme quadriennal. Tout au long de l'analyse et des rapports effectués dans le cadre de ce projet, une attention particulière sera portée à l'approche de la dimension de genre en tant que sujet transversal.

### Vie familiale et vie professionnelle

*Projet: Initiatives d'entreprises visant à concilier contraintes professionnelles et familiales*

**Champ d'action:** documentation et analyse des initiatives d'entreprises visant à soutenir les travailleurs qui ont des contraintes familiales à l'égard d'enfants handicapés ou d'adultes dépendants.

**Objectifs:** examiner la prévalence, dans les entreprises, des mesures de soutien aux familles qui permettent aux salariés ayant des contraintes familiales de concilier la vie professionnelle et la vie familiale. Décrire et évaluer des exemples de bonnes pratiques dans les entreprises, issus d'un certain nombre d'États membres.

**Méthodes:** présentation de la recherche sur les initiatives d'entreprises et les politiques publiques en la matière visant à soutenir les travailleurs ayant des contraintes familiales;

- études de cas des mesures sur le lieu de travail visant à concilier le travail et les contraintes familiales, et destinées à l'intégration dans une base de données;
- projet de rédaction de lignes directrices sur les bonnes pratiques.

**Résultats:**

- publication sur le web du document récapitulatif;
- base de données sur le web des exemples de bonnes pratiques (2010);
- publication d'un guide des bonnes pratiques sur les mesures d'entreprises visant à soutenir les travailleurs ayant des contraintes familiales (2010).



### *Projet: Rôle des services de garde d'enfants dans la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle*

**Champ d'action:** les services de garderie sont actuellement en plein essor en Europe et, dans certains États membres, ce développement représente un défi particulier dans la mesure où ces services deviennent de plus en plus d'actualité sur le plan politique et économique. Parallèlement, on assiste à une demande croissante des services formels de garde d'enfants et à un débat sur la qualité de ce service sur le plan social et éducatif. L'emploi formel mais également le secteur associatif deviennent des éléments relativement importants dans la fourniture de ces services. Un atelier sera organisé pour étudier la place des services formels de garde d'enfants par rapport aux différents arrangements informels et familiaux, et pour considérer l'importance des services formels de garderie dans la conciliation entre le travail et la vie professionnelle. Le sujet de la garde d'enfants doit être traité en tenant compte des différences culturelles notables entre les États membres. Dans certains pays de l'UE, les différentes attitudes sur la pertinence de confier ses enfants à des personnes extérieures à la famille dès le plus jeune âge ont tendance à éclipser toutes les discussions sur les services de garderie.

**Objectifs:** considérer le rôle des autorités publiques et des partenaires sociaux, mais également des services privés et associatifs dans les prestations de garde d'enfants qui permettent une plus forte participation des parents à l'emploi.

**Méthodes:** un atelier d'experts à Bruxelles, réunissant des experts européens en la matière et le comité consultatif.

**Résultat:** un rapport de conférence relatant les conclusions dans le contexte des politiques européennes émergentes en matière de garde d'enfants et des futures priorités dans le travail de la Fondation.

### **Intégration sociale, économique et culturelle des migrants**

#### *Projet: Tendances en matière de mobilité*

**Champ d'action:** les activités en 2009 sont axées sur deux volets. Le premier sera consacré au soutien pour la conférence finale du programme suédois sur la mobilité de la main-d'œuvre. Une conférence est prévue en relation avec la présidence suédoise. Les participants seront les représentants des douze nouveaux États membres et des trois pays candidats. La conférence est financée et organisée par le programme suédois pour la mobilité professionnelle (Work Life Mobility Programme).

Le deuxième volet sera un séminaire conjoint organisé en collaboration avec le Fonds Marshall allemand sur la comparaison des modèles et politiques en matière de mobilité en Europe et aux États-Unis. Ce séminaire est une action de suivi de la conférence organisée en 2007.

**Objectifs:** rendre compte du programme triennal dans les nouveaux États membres de l'UE et les pays candidats en ce qui concerne la mobilité sur le marché de l'emploi, et synthétiser les conclusions dans un rapport. Organiser un échange d'expériences et un apprentissage commun entre les États-Unis et l'Union européenne sur différentes questions relatives à la mobilité sur le marché du travail. Cela contribuera à alimenter le débat en cours en Europe sur l'absence d'une culture de la mobilité.

**Méthode:** Étude contextuelle, préparation de présentation et rédaction de procédures provisoires.

#### **Résultat:**

- Conférence et séminaire conjoint
- Rapport avec conclusions



*Projet: Réseau européen des villes pour une politique locale d'intégration des migrants (CLIP)*

**Champ d'action:** la principale activité du projet consiste à améliorer les politiques et pratiques d'intégration locale des migrants via un processus d'évaluation comparative et d'examen par les pairs des villes en Europe, étayé de manière scientifique. En 2008, le troisième module sur le dialogue interculturel est mis en œuvre et la préparation du quatrième module du CLIP est en cours. En 2009, le CLIP préparera et réalisera le quatrième module, avec 27 études de cas dans les villes sur le travail indépendant, en créant sa propre activité. L'entrepreneuriat ethnique fournit également, dans plusieurs cas, des opportunités d'accroître l'implication des femmes sur le marché du travail. Il importe de prendre en considération le taux d'activité global inférieur des femmes migrantes. De surcroît, deux séminaires régionaux auront lieu en Espagne/au Portugal et en Italie. La coopération avec le Comité économique et social européen sur le Forum de l'intégration sera explorée.

**Objectifs:** permettre aux autorités locales d'apprendre les unes des autres, d'élaborer une politique d'intégration plus efficace pour les migrants, de partager leur expérience avec d'autres autorités locales en Europe et de soutenir le débat émergent en Europe avec des concepts novateurs sur la politique d'intégration au niveau local. L'objectif spécifique en 2009 est d'apprendre des autres en ce qui concerne les politiques locales afin d'améliorer le dialogue interculturel.

**Méthodes:** la méthode est basée sur les études de cas qui seront fournies par les villes en coopération avec un groupe d'experts provenant de centres de recherche européens. À l'étape suivante, les études de cas seront comparées et analysées en vue d'obtenir une vue d'ensemble comparative. Les résultats ainsi obtenus et conjugués à l'examen par les pairs fourniront une base pour élaborer des lignes directrices sur les bonnes pratiques et les indices politiques. Les méthodes utilisées dans les modules suivants seront ajustées en fonction des expériences acquises lors des premier et second modules.

**Résultats:** à l'instar des autres modules, le présent module débouchera sur un rapport de synthèse et sur des messages politiques à l'intention des décideurs locaux, nationaux et européens. Il est également prévu de poursuivre les séminaires aux niveaux régional et de l'UE en vue de diffuser les résultats et de les soumettre au débat.

*Projet: Enquête européenne sur la qualité de vie (EQLS) – analyse des résultats*

**Champ d'action:** un rapport analytique détaillé de la deuxième enquête européenne sur la qualité de vie (European Quality of Life Survey - EQLS), examinant la situation sociale et économique des personnes issues de l'immigration, sera préparé. Il couvrira également les attitudes à l'égard de l'intégration des migrants en général.

**Objectifs:** fournir une analyse détaillée des questions, accompagnée d'une interprétation des comparaisons transnationales et de conclusions liées aux évolutions politiques aux niveaux communautaire et national; et présenter les résultats dans un rapport accessible.

**Méthodes:** une équipe internationale d'experts analysera les données de plus de 35 000 entretiens en face à face dans 31 pays. Un rapport comparera les résultats avec les conclusions d'autres enquêtes et d'autres sources. Une analyse complexe sera présentée dans un format accessible pour les lecteurs avec une expertise statistique limitée.

**Résultats:** un rapport comprenant un résumé et des conclusions pertinentes.

## Services de qualité en matière de santé et d'action sociale

### *Projet: Enquête européenne sur la qualité de vie (EQLS) – analyse des résultats*

**Champ d'action:** au cours de l'année 2008, une étude de faisabilité examinera l'utilisation de données de niveau régional émanant de l'EQLS. Il est proposé de les utiliser comme données de base pour un rapport détaillé visant à analyser les différences en matière de qualité de vie et de qualité des services au niveau régional.

**Objectifs:** fournir une analyse détaillée des questions, accompagnée d'une interprétation des comparaisons transnationales et de conclusions liées aux évolutions politiques aux niveaux communautaire et national et présenter les résultats dans un rapport accessible.

**Méthodes:** une équipe internationale d'experts analysera les données de plus de 35 000 entretiens en face à face dans 31 pays. Un rapport comparera les résultats avec les conclusions d'autres enquêtes et d'autres sources. Une analyse complexe sera présentée dans un format accessible pour les lecteurs avec une expertise statistique limitée.

**Résultat:** un rapport comprenant un résumé et des conclusions pertinentes.

## La santé comme facteur d'inclusion sociale

### *Projet: Inclusion active des jeunes avec un handicap ou des problèmes de santé*

**Champ d'action:** fournir une vue d'ensemble du système d'allocation d'incapacité de travail axée sur les jeunes en âge de travailler dans les États membres de l'UE, y compris les données sur les niveaux de recours à l'allocation. Collecter et présenter les informations sur les mesures d'insertion professionnelle, y compris le rôle des organismes compétents pour l'allocation d'incapacité de travail, des systèmes d'enseignement et des employeurs.

**Objectifs:** étudier les principales raisons à l'origine du recours croissant à l'allocation d'incapacité de travail et étudier les mesures d'insertion professionnelle les plus efficaces pour ces jeunes. Organiser un atelier d'experts pour débattre du problème et définir un programme de recherches transnationales.

**Méthodes:** un document conceptuel, une étude bibliographique, une consultation avec des experts nationaux et européens (atelier).

**Résultats:** un rapport d'atelier (2009), y compris une proposition de recherche originale (2010).

### *Projet: Enquête européenne sur la qualité de vie – analyse des résultats*

**Champ d'action:** un document détaillé sur le thème «santé et handicap» examinera le rapport entre l'état de santé, notamment les indicateurs de la santé mentale, et les différents aspects de la situation socio-économique et de la qualité de vie. Les questions sur l'accès aux services de santé et leur qualité seront abordées.

**Objectifs:** fournir une analyse détaillée des questions, accompagnée d'une interprétation des comparaisons transnationales et de conclusions liées aux évolutions politiques aux niveaux communautaire et national. Présenter les résultats dans un rapport accessible d'une quarantaine de pages.

**Méthodes:** une équipe internationale d'experts analysera les données de plus de 35 000 entretiens en face à face dans 31 pays. Un rapport comparera les résultats avec les conclusions d'autres enquêtes et d'autres sources. Une analyse complexe sera présentée dans un format accessible pour les lecteurs avec une expertise statistique limitée.

**Résultat:** un rapport comprenant un résumé et des conclusions pertinentes.

## Solidarité intergénérationnelle

### *Projet: Analyse des résultats de l'enquête européenne sur la qualité de vie (EQLS)*

**Champ d'action:** dans le cadre de la première série de rapports issus de l'EQLS 2007-2008, un document détaillé relatif aux «Familles et ménages» est en préparation. En 2009, il est proposé d'examiner la participation et la contribution des citoyens au bénévolat et au travail non rémunéré, y compris le soutien aux enfants, conjoints et autres parents.

**Objectives:** fournir une analyse détaillée des questions, accompagnée d'une interprétation des comparaisons transnationales et de conclusions liées aux évolutions politiques aux niveaux communautaire et national; présenter les résultats dans un rapport accessible d'une quarantaine de pages.

**Méthodes:** une équipe internationale d'experts analysera les données de plus de 35 000 entretiens en face à face dans 31 pays. Un rapport comparera les résultats avec les conclusions d'autres enquêtes et d'autres sources. Une analyse complexe sera présentée dans un format accessible pour les lecteurs avec une expertise statistique limitée.

**Résultat:** un rapport comprenant un résumé et des conclusions pertinentes.

### *Projet: Mesures en faveur de l'inclusion sociale des personnes âgées*

**Champ d'action:** la participation des personnes âgées à la société se fait dans une large mesure par le biais du travail non rémunéré au sein de la famille et de la communauté, ainsi que sous la forme d'une implication dans des associations et organismes locaux. Néanmoins, l'exclusion, l'isolement et la solitude sont relativement courants chez les retraités, en particulier chez les plus âgés. L'approche «d'inclusion active» concerne aussi bien l'intégration sociale que l'intégration économique; l'accent est mis ici sur les mesures destinées à renforcer les activités intergénérationnelles au sein de la communauté, le rôle des secteurs public et privé, ainsi que celui des ONG et des organismes communautaires locaux.

**Objectifs:** explorer les mesures les plus efficaces pour l'inclusion sociale des personnes âgées, en identifiant les difficultés les plus importantes qui font obstacle à leur inclusion, en recherchant les différences transnationales dans le contexte de leur régime de prévoyance et en mettant en évidence les exemples de pratiques efficaces.

**Méthodes:** dans cette première phase, il s'agit de présenter des mesures existantes pour la promotion de l'inclusion sociale des personnes âgées dans les États membres de l'UE, de collecter des données et autres informations sur ce sujet.

**Résultats:** un document conceptuel, une étude bibliographique, des études de cas dans des États membres choisis, à titre de contribution à l'Année européenne de lutte contre l'exclusion sociale en 2010.

## Méthodes de recherche

### Réseau de correspondants européens

Au cours de 2009, la Fondation lancera un nouvel appel d'offres concernant le Réseau des correspondants européens et des contrats cadres en vue de préserver la continuité (au-delà de 2010) de la fourniture des informations sur les évolutions dans les domaines des relations industrielles, des conditions de travail et des restructurations, ainsi que du travail analytique et thématique dans ces domaines. Le champ d'action et les résultats exigés seront déterminés en fonction des résultats de l'évaluation intermédiaire et d'une autre consultation avec le conseil de direction.

Avec un budget proposé d'un montant équivalent à celui de 2008, les éléments livrables en 2009 apporteront une contribution dans les trois domaines de recherche du nouveau programme 2009–2012, notamment par le biais des rapports analytiques comparatifs. Plusieurs propositions de sujets pour les rapports analytiques comparatifs sont

présentées dans le précédent chapitre. La sélection finale sera faite sur la base de l'avis des comités consultatifs respectifs.

### Enquêtes

Les enquêtes sont les principaux atouts de la Fondation dans la mesure où elles fournissent des informations et des données uniques sur les domaines de recherche clés de la Fondation: conditions de travail, évolutions sur le lieu de travail et conditions de vie. Les résultats des enquêtes servent de base à d'autres études effectuées par la Fondation ou d'autres organismes. Par conséquent, la régularité, la fiabilité et le niveau professionnel de ces enquêtes sont essentiels, et pas seulement pour la Fondation.

Comme cela est souligné dans le programme 2009–2012, la Fondation investira dans le développement de la qualité de ses enquêtes: à cet effet, elle basera son travail sur le cadre d'Eurostat pour la qualité des données statistiques, qui permet de répondre aux exigences de pertinence, précision, actualité, accessibilité, comparabilité et cohérence. Pour chaque enquête, des efforts seront consentis afin d'améliorer le questionnaire. Des mesures supplémentaires seront envisagées sur la base du document intitulé «2008 Feasibility Study on Development Paths for Surveys» [Étude 2008 de faisabilité de voies de développement pour les enquêtes]. Les options à examiner incluront une augmentation de la taille d'échantillon, ainsi que des améliorations de la méthodologie autorisant la réalisation de comparaisons longitudinales. La Fondation évaluera, avec l'aide de son conseil de direction et d'une expertise extérieure, quelles sont les mesures réalisables avec un rapport coût/efficacité satisfaisant.

#### *Cinquième enquête européenne sur les conditions de travail (EWCS)*

Il est prévu de finaliser la préparation de la cinquième enquête européenne sur les conditions de travail en 2009, avec les réunions d'un groupe d'élaboration du questionnaire composé d'experts et de différents utilisateurs, qui devra réviser et actualiser le questionnaire, en s'appuyant sur le travail interne et les contributions du Réseau de correspondants européens. La préparation inclura également le pré-test et la traduction du questionnaire, et la préparation des plans d'échantillonnage. La préparation devra aussi prendre en compte certains nouveaux développements tels que la révision des codes NACE. Un appel d'offres sera préparé concernant un rapport d'évaluation de la qualité des données, qui sera commandé en 2010. Il s'agit d'étudier pleinement les implications de ces mesures. Le travail sur le terrain aura lieu début 2010.

La Fondation a pour ambition de fournir une enquête d'une qualité encore supérieure comparée aux précédentes éditions.

#### *Deuxième enquête sur la société européenne (ECS)*

La Fondation finalisera le travail sur le terrain de la deuxième enquête sur la société européenne au printemps 2009. Cette enquête réunira les données sur les politiques et pratiques en matière de ressources humaines des lieux de travail européens, au travers d'entretiens réalisés avec les responsables des ressources humaines et les représentants des salariés.

De surcroît, la Fondation commandera une évaluation de la qualité des données afin de pouvoir appréhender la qualité des données provenant de l'enquête. En 2009, la première analyse des résultats débouchera sur un rapport descriptif. Plusieurs réunions seront organisées avec les sous-traitants et les experts en vue de discuter des résultats. Une discussion est également prévue avec les parties prenantes afin d'établir les priorités de l'analyse secondaire approfondie de l'enquête. Cette approche permettra d'identifier des sujets pour les analyses secondaires qui seront commandées en 2010. Selon les résultats de l'enquête 2008, une étude visant à combiner les ensembles de données avec les sources extérieures (ensembles de données économiques et financières) sera commandée.

### *Deuxième enquête européenne sur la qualité de vie (EQLS)*

Un rapport de synthèse descriptif basé sur l'ensemble des données 2008 sera produit, avec plusieurs fiches d'information individuelles pour les États membres. Les répartitions géographiques des résultats seront également présentées avec la nouvelle interface utilisateur de présentation des résultats de l'enquête par critère géographique.

Pour assurer le suivi de l'étude effectuée en interne dans la seconde moitié de 2008, un rapport analytique sur les disparités régionales en matière de qualité de vie dans l'UE sera commandé dans le cadre des analyses approfondies de l'enquête sur la qualité de vie 2007. D'autres analyses approfondies de l'EQLS sont décrites au chapitre 3.3 ci-dessus.

### *EurLife*

Dans le cadre d'un vaste ensemble d'activités internes et externes destinées à évaluer l'exactitude et la fiabilité des indicateurs de l'enquête européenne sur la qualité de vie 2007, il est nécessaire d'évaluer le contenu, l'actualité et la qualité de la base de données EurLife.

### *Présentation des répartitions géographiques des résultats d'enquête*

En 2009, une nouvelle interface utilisateur pour la présentation des répartitions géographiques par pays des résultats d'enquête sera disponible. Elle permettra une présentation plus conviviale des résultats et une représentation des répartitions géographiques en couleurs.

### **Études**

En 2009, la Fondation poursuivra les études de cas – à la fois celles de type exploratoire et celles qui illustrent les bonnes pratiques. Les études de cas ne sont pas représentatives des pratiques en général, mais visent à présenter des informations approfondies sur la mise en œuvre d'une politique ou d'une pratique donnée et sur le rôle des acteurs clés. Il est possible de tirer des enseignements et d'identifier à la fois les facteurs de réussite ainsi que les obstacles rencontrés, en les utilisant de manière pertinente en termes politiques.

La Fondation aura recours aux analyses bibliographiques pour déterminer et documenter l'état actuel des connaissances dans un domaine particulier, souvent dans le cadre d'une étude de faisabilité. D'autres études seront entreprises, par exemple afin de préparer une analyse comparative sur un thème spécifique. La Fondation continuera de travailler en exploitant les contributions directes des groupes d'experts, une approche particulièrement pertinente pour les études d'anticipation telles que les études sectorielles industrielles.

# 4

## Programme de communication

Étant donné que l'activité de communication découle du programme de recherche, l'année 2009 sera consacrée au bilan du précédent programme quadriennal. Le programme de communication a pour objectif de mettre à la disposition des utilisateurs les résultats de la recherche de la Fondation et de les promouvoir activement afin qu'ils aient un impact sur le débat européen et sur l'élaboration de politiques, ainsi que sur les pratiques effectives.

Le principal objectif de la communication en 2009 sera d'accroître les efforts de la Fondation en matière de communication ciblée sur tous les projets de recherche à l'adresse des décideurs des syndicats, des organisations patronales et des gouvernements tant au niveau européen qu'au niveau national. Des résumés multilingues seront réalisés concernant tous les résultats de recherche majeurs. Des politiques actives seront élaborées afin d'adresser ces résultats au public encore non couvert des décideurs politiques, à la fois au niveau national et au niveau européen, et de soumettre ces informations dans un format pratique aux publics et aux instances où les débats et les décisions ont lieu: comités du dialogue social, conseils nationaux du travail, etc.

La publication et la diffusion des résultats des projets de recherche mobilisent une proportion relativement importante des ressources de la Fondation: environ les deux tiers du budget total Information et Communication (IC). Au total, la Fondation traite quelque 8000 pages par an, dont une grande partie passe par un processus de révision, traduction (jusqu'à 25 langues), conception, composition, impression ou hébergement et téléchargement sur des sites web de la Fondation, et publipostage. Sans tout cela, la recherche ne vaudrait guère la peine d'être réalisée. Environ un tiers du budget IC est consacré à l'organisation d'événements liés à la recherche et à leur promotion. Les manifestations organisées ou co-organisées par la Fondation réunissent chaque année environ 3 000 acteurs européens clés. Une troisième strate de communication s'opère au travers des médias à l'adresse des citoyens européens intéressés, atteignant quelque 50 millions d'Européens.

### Publications

La Fondation continuera de rationaliser son programme de publications imprimées. Les publications phares en 2009 engloberont le rapport de synthèse de la deuxième étude sur la société européenne, le rapport annuel de l'Observatoire européen du changement (EMCC), le rapport annuel de l'Observatoire européen des relations industrielles et les rapports d'analyse secondaire de la deuxième enquête européenne sur la qualité de vie. La Fondation continuera de fournir des résumés brefs et faciles à lire sur les résultats de la recherche, comprenant des indices politiques clairs. Des investissements plus importants seront consentis pour accroître le multilinguisme, en particulier des résultats imprimés et en ligne, en continuant de fournir des documents de synthèse (par exemple, notes de synthèse, encarts publicitaires sur internet, fiches d'information, résumés, etc.) dans plusieurs langues. Le service de rapports personnalisés sera développé. Quatre numéros de la série *Foundation Findings*, ainsi que deux numéros de *Foundation Focus*, devraient être publiés au cours de l'année 2009. Un travail spécifique portera sur l'optimisation des modèles et du style des publications, et sur l'introduction d'éléments graphiques pour assurer une plus grande accessibilité et une meilleure lisibilité des documents.

### Publication basée sur le web et diffusion

Le web a tendance à devenir le principal outil de publication et de diffusion de la Fondation. Le développement d'une nouvelle interface utilisateur de présentation des résultats d'enquête par critère géographique (GUI) sera poursuivi en 2009 afin de présenter graphiquement les résultats de l'enquête européenne sur la qualité de vie et ceux de l'enquête sur la société européenne. Le service d'alimentation en nouvelles sera également développé. Un examen de la base de données EurLife peut être compris afin d'assurer la cohérence. Le développement d'une image cohérente et conviviale de la Fondation sera poursuivi en vue d'intégrer tous les résultats en matière de communication. Des initiatives audiovisuelles à petite échelle (s'appuyant sur la vidéo *Youth and work* produite pour la série de séminaires tripartites de

la Fondation) et des outils de diffusion innovants seront destinés à atteindre les principaux groupes cibles de la Fondation (gouvernements et partenaires sociaux) de la manière la plus efficace possible, en particulier au niveau national.

La Fondation ciblera et servira ses utilisateurs au mieux en développant des profils utilisateurs individuels, en améliorant sa capacité interactive et en facilitant l'accès à l'information de ses principaux utilisateurs via l'alimentation en nouvelles. La Fondation mettra en œuvre de nouvelles évolutions sur le web, le cas échéant, pour répondre aux éventuels changements apportés aux interfaces utilisateur des observatoires.

## Débats et évènements

La Fondation rationalisera ses activités en matière d'organisation d'évènements et renforcera celles au sein de l'unité Information et Communication au cours de l'année 2009. Cette unité travaillera en collaboration avec les équipes de recherche et le bureau de liaison de Bruxelles en vue d'établir les priorités stratégiques du programme de manifestations annuel et de veiller à sa mise en œuvre efficace. À cet égard, la Fondation s'efforcera également en 2009 d'établir et de développer des partenariats avec des organismes afin d'assurer la plus large participation possible et la sensibilisation à la fois des groupes cibles et des États membres.

Le forum bisannuel de la Fondation aura lieu en 2009 avec la coopération du gouvernement irlandais et la collaboration du conseil de direction. Il s'agit de réunir certaines personnalités emblématiques et de les faire intervenir en qualité d'orateurs principaux.

Une conférence commune de grande envergure, coordonnée par la Fondation dans le cadre du projet de *Réseau européen des villes pour une politique locale d'intégration des migrants (CLIP)* aura également lieu. Des évènements conjoints avec le Parlement européen et le Comité économique et social européen seront organisés. La collaboration sera établie avec les présidences tchèque et suédoise.

Le projet de série de séminaires de la Fondation continuera de développer les connaissances sur les sujets actuels, de faciliter le partage des expériences nationales (exemples de cas) et d'établir un lien entre les niveaux européen et national par le biais d'un forum tripartite (des délégations tripartites des États membres sont invitées à toutes les sessions). Les sujets pour les sessions 2009 seront déterminés sur la base de l'avis du comité consultatif compétent.

La Fondation clôturera l'actuel programme des tournées promotionnelles (roadshows) dès lors qu'une visite aura eu lieu dans chaque État membre de l'UE. À la demande des principales parties prenantes, une version révisée de cette activité, basée sur les principes ci-dessus, pourrait avoir lieu.

## Information des parties prenantes

Les liens avec les principaux groupes clés seront renforcés en développant les stratégies de diffusion pour les différents domaines d'activité et les différents utilisateurs au travers des campagnes promotionnelles, des contacts personnels et des centres nationaux.

Des campagnes de communication ciblées assureront la promotion des résultats de la deuxième enquête européenne sur la qualité de vie. La diffusion des premiers résultats de la deuxième enquête sur la société européenne qui s'est déroulée en 2008, sera lancée. De surcroît, la promotion du nouvel outil de veille sur les tendances européennes en matière d'emploi (EET) sera assurée.



La collaboration avec les États membres sera poursuivie sous les auspices des présidences de l'UE et l'organisation d'une conférence conjointe sur la qualité de vie est prévue sous la présidence tchèque ou suédoise de l'UE.

Au niveau communautaire, le bureau de liaison de Bruxelles continuera de mettre en œuvre son programme de communication avec des acteurs clés des institutions européennes et d'autres organismes importants basés à Bruxelles. Il s'efforcera principalement de renforcer son rôle en tant que forum de débat thématique pour les responsables politiques de l'UE (membres du Parlement européen, attachés aux affaires sociales, partenaires sociaux etc.) et de mettre en place une stratégie ad hoc pour assurer la visibilité de la Fondation auprès des nouveaux responsables politiques suite aux élections parlementaires européennes et à la nomination de la nouvelle Commission européenne. Il continuera également de développer le suivi et l'évaluation de l'utilisation de l'expertise de la Fondation dans les documents politiques de l'UE.

Des efforts seront consacrés en 2009 à évaluer les centres nationaux existants et à évaluer la possibilité d'en instaurer dans les nouveaux États membres.

### **Projet: Service d'information**

**Champ d'action:** dans le cadre de la volonté de la Fondation de produire davantage d'études et de services sur demande à l'intention des principaux groupes parties prenantes, ce projet prévoit la possibilité de réaliser des études sur mesure et à de courtes échéances. Elles pourront se fonder sur des recherches antérieures de la Fondation et/ou combler des besoins d'information des parties prenantes, pour les aider à progresser dans leur propre travail.

**Objectif:** l'objectif est de contribuer au travail des gouvernements et des partenaires sociaux en leur fournissant des résultats de recherche pertinents répondant à leur intérêt particulier. Compte tenu de sa flexibilité et de son adéquation, ce projet devrait permettre à la Fondation de renforcer sa visibilité et sa crédibilité.

**Méthodes:** le cas échéant, et en fonction de la demande des partenaires sociaux et des gouvernements, les éventuelles méthodes pourraient inclure l'identification de bonnes pratiques, des études comparatives, des études de cas, l'analyse de mesures innovantes.

Le service sera organisé en toute transparence: il sera rendu compte au bureau de toutes les demandes de renseignement adressées à la Fondation. Cette dernière répondra aux demandes, en fonction de la charge de travail correspondante. Le bureau veillera à l'équilibre entre la charge de travail et les services fournis. Tous les rapports seront à la disposition de tous les groupes d'intérêt.

**Résultats:** rapports imprimés et en ligne.

## **Médias**

Le programme de la Fondation relatif aux médias a pour objectif d'atteindre un cercle de parties prenantes de plus en plus large. La Fondation continuera d'utiliser les supports existants de communication aux médias, en 2009. La mobilisation et l'élargissement du réseau des contacts avec les médias européens, en particulier dans les nouveaux États membres, constitueront un volet majeur du programme sur les médias, en 2009.



## Budget

Le budget estimatif 2009 inclut la réduction budgétaire prévue. La subvention générale pour la Fondation sera réduite de 550 000 euros (EUR) en 2009, par rapport à 2008. Le conseil de direction a soumis à la Commission, en mars 2008, une proposition de 20,6 millions EUR, soit 540 000 EUR de plus que l'actuel budget estimatif pour 2009, qui s'élève à 20,06 millions EUR. La différence est principalement attribuable à la probable non réalisation de l'Observatoire européen des familles, auquel une subvention supplémentaire devait être allouée.

Globalement, la Fondation fait face à une réduction de ses recettes de 940 000 EUR, par rapport à 2008.

RECETTES	2007 budget	2008 budget	Estimations 2009
<b>Titre</b>			
1. Subvention générale	19 600 000	20 000 000	19 450 000
IPA / Programme phare	300 000	300 000	300 000
Observatoire des familles		400 000	0
5. Recettes diverses	pm	pm	pm
6. Recettes provenant des services	280 000	300 000	310 000
<b>Total</b>	<b>20 180 000</b>	<b>21 000 000</b>	<b>20 060 000</b>

DÉPENSES	2007 budget	2008 budget	Estimations 2009
<b>Titre</b>			
1. Personnel	10 560 000	11 365 000	11 030 000
2. Immeubles, équipements et frais divers d'exploitation	1 350 000	1 435 000	1 500 000
3. Dépenses opérationnelles	8 270 000	8 200 000	7 530 000
<b>Total</b>	<b>20 180 000</b>	<b>21 000 000</b>	<b>20 060 000</b>

L'approche traditionnelle de présentation du budget sous différents titres (voir ci-dessus) et chapitres sera de plus en plus remplacée par un budget sur la base des activités, où les activités de la Fondation se reflètent à travers les dépenses opérationnelles externes ainsi que leurs coûts en termes de ressources humaines et d'infrastructures.

Par conséquent, le tableau ci-dessous présente le budget estimatif 2009 sur la base des activités.

ACTIVITÉS	Budget estimatif 2009	% du total
Observatoires et Enquêtes	4 825 000	24 %
Emploi et Compétitivité	1 560 000	8 %
Relations industrielles et Développement du lieu de travail	2 385 000	12 %
Conditions de vie et Qualité de vie	2 240 000	11 %
Information et Communication	4 700 000	23 %
Administration et Soutien	4 350 000	22 %
<b>Total Budget</b>	<b>20 060 000</b>	<b>100 %</b>

Pour les trois domaines de recherche du programme de travail 2009, les ressources budgétaires suivantes seront allouées:

DOMAINES DE RECHERCHE	Budget estimatif 2009	% du total
Croissance de l'emploi et offre et demande de travail sur les marchés de l'emploi en pleine évolution	3 334 000	17 %
Des emplois plus nombreux et de meilleure qualité et une plus forte productivité au travers des partenariats	7 698 000	38 %
Promotion de l'inclusion sociale et de la protection sociale durable	3 748 000	19 %
Activités non allouées, par exemple, Forum, conseil de direction, Administration et Soutien	5 280 000	26 %
<b>Total</b>	<b>20 060 000</b>	<b>100 %</b>

Dans cette présentation, les coûts pour Observatoires et Enquêtes, Information et Communication ainsi que des volets correspondants aux TIC ont été alloués aux domaines de la recherche.

### Ressources humaines et processus de travail

En 2009, la Fondation mènera à bien les recrutements visant à pourvoir les postes encore vacants, mais pour le reste de la période 2009–2012, aucune nouvelle expansion n'est autorisée. Comme les fonds pour la sous-traitance externe (titre 3) ont été réduits, la stratégie pour cette période consistera donc à utiliser tous les instruments pour orienter les ressources propres en personnel vers les domaines de travail qui contribuent directement à la réalisation des objectifs stratégiques. Cela implique les éléments suivants:

- réalisation en interne d'un plus grand nombre de tâches pour compenser la réduction de fonds dédiés à la sous-traitance externe, et développement des propres ressources humaines en conséquence;
- réaffectation des postes vers des tâches à plus forte valeur ajoutée au fur et à mesure que des postes se libèrent;
- examen de la politique en matière de sous-traitance – recours à des travailleurs sous contrat à durée déterminée pour certaines tâches analytiques à valeur ajoutée si cela s'avère plus intéressant que de faire appel à des contrats de services extérieurs;
- formation du personnel pour assurer le développement continu des compétences;
- organisation flexible du travail basée sur des équipes de projet multidisciplinaires et transversales;
- partenariats avec d'autres organismes en vue de profiter de leur expertise.

Les processus de promotion et d'examen des performances doivent permettre de cibler et d'atteindre de hauts niveaux de performances, et de récompenser les bonnes performances. Il est également admis que le personnel peut avoir recours à des formules et horaires de travail flexibles qui lui permettent d'avoir un équilibre vie-travail acceptable, tout en contribuant pleinement au travail de la Fondation.

Les processus de travail de la Fondation continueront d'être rationalisés et simplifiés si possible afin d'améliorer l'efficacité et la productivité du travail.

Les technologies de l'information et de la communication soutiennent toutes les activités de la Fondation et son organisation du travail. Un plan stratégique quadriennal en matière de TIC a été développé en fonction des besoins et des priorités de la Fondation. Il sera mis activement en œuvre à partir de 2009 dans la limite des ressources disponibles. La stratégie de gestion des connaissances dédiée sera développée tandis qu'un système de gestion électronique des documents renforcera la qualité et l'efficacité du flux documentaire interne, ainsi que le potentiel d'exploitation des résultats de recherche existants et nouveaux.

Le système de suivi des performances de la Fondation, basé sur l'approche du tableau prospectif, suppose un alignement entre les objectifs stratégiques de la Fondation, ses objectifs clés pour 2009-2012 et leur mise en œuvre dans le programme proposé pour 2009. Cette approche est conforme à la logique interne de la planification stratégique de la Fondation. En cette période de démarrage du nouveau programme quadriennal, il faudra s'efforcer de vérifier que la collecte actuelle des données couvre tous les éléments associés aux objectifs 2009–2012. Il sera également procédé à d'autres développements concernant la présentation et l'analyse des données pour les besoins des rapports en matière de gestion.

L'évaluation est un outil systématique qui fournit les justificatifs nécessaires pour étayer un bon processus décisionnel. Elle constitue par ailleurs un vecteur reconnu pour l'apprentissage organisationnel et l'amélioration continue.

Le programme d'évaluation pour 2009 couvrira une évaluation provisoire d'un ou deux des projets suivants qui ont été lancés au cours de la période 2005–2008: le *Réseau européen des villes pour une politique locale d'intégration des migrants* (CLIP), la série de séminaires de la Fondation, les centres nationaux, l'une ou plusieurs des enquêtes ou plusieurs enquêtes, le programme de tournées promotionnelles. Ceux-ci pourront s'inscrire dans le cadre de l'approche modulaire qui prévoit l'évaluation ex-post du précédent programme quadriennal. Les conditions et modalités pour l'évaluation ex-post du programme 2005-2008 seront élaborées.

# Annexe 1: Budget consacré aux projets

Projets	EUROS
<b>Croissance de l'emploi et offre et demande de travail sur les marchés de l'emploi en pleine évolution</b>	
Outil de veille sur les tendances européennes en matière d'emploi (EET)	50 000
Contribution de l'EMCC aux études sectorielles de la DG Emploi	p.m.
Études sectorielles par l'EMCC	75 000
Études de cas de restructuration par l'EMCC	p.m.
Comité consultatif de l'EMCC	10 000
<b>Sous-total</b>	<b>135 000</b>
<b>Des emplois plus nombreux et de meilleure qualité et une plus forte productivité au travers des partenariats</b>	
Statut de la société européenne	100 000
Systèmes nationaux de relations industrielles dans l'UE: caractéristiques spécifiques aux pays et aux secteurs	95 000
Développement des relations industrielles dans l'UE, aux États-Unis, au Japon et dans les économies émergentes	65 000
Relations industrielles et durabilité	15 000
Conditions de travail et dialogue social	85 000
Liens entre qualité du travail et performances (2009)	20 000
Impact des nouvelles formes émergentes de relations entre les entreprises sur les conditions de travail	80 000
Impact des prises de participation privées et des fonds de couverture sur les pratiques de restructuration, les niveaux d'emploi et la valeur de l'actionnariat	80 000
Série de séminaires de la Fondation	135 000
Comité consultatif sur la série de séminaires de la Fondation	10 000
Comité consultatif sur les conditions de travail	10 000
Comité consultatif sur les relations industrielles	10 000
<b>Sous-total</b>	<b>705 000</b>
<b>Promotion de l'inclusion sociale et de la protection sociale durable</b>	
Initiatives d'entreprises visant à concilier l'emploi et les contraintes familiales	100 000
Rôle des services de garde d'enfants dans la conciliation entre les contraintes familiales et le travail	18 000
Tendances en matière de mobilité	10 000
Réseau européen des villes pour une politique locale d'intégration des migrants (CLIP)	300 000
Suivi de la qualité de la vie en Europe	180 000
Inclusion active des jeunes présentant des handicaps ou des problèmes de santé	36 000
Mesures en faveur de l'inclusion sociale des personnes âgées	65 000
Comité consultatif sur les conditions de vie	10 000
<b>Sous-total</b>	<b>719 000</b>
<b>Enquêtes et Observatoires</b>	
Réseau des observatoires européens (NEO)	1 850 000
Cinquième enquête européenne sur les conditions de travail (EWCS)	920 000 <sup>1</sup>
Deuxième enquête sur la société européenne (ECS)	180 000
Base de données EurLife	45 000
Centre d'information	100 000
Comité consultatif sur l'enquête en entreprise	10 000
Comité consultatif sur l'enquête européenne sur la qualité de vie (EQLS)	10 000
Comité consultatif sur l'enquête européenne sur les conditions de travail (EWCS)	10 000
<b>Sous-total</b>	<b>3 125 000</b>

<sup>1</sup> N'inclut pas le budget 2010.

Projets	EUROS
<b>Information et Communication</b>	
Publications (édition, conception, composition, impression)	755 000
Traductions	332 000
Publication sur le web et évolutions sur le web	449 000
Diffusion des informations aux parties prenantes	310 000
Forum de la Fondation	300 000
Autres réunions et manifestations	40 000
Médias	60 000
Comité consultatif sur l'information et la communication	10 000
<b>Sous-total</b>	<b>2 256 000</b>
Service d'information	100 000
Programme d'évaluation	100 000
Conseil de direction	190 000
Activités de soutien	200 000
<b>Total</b>	<b>7 530 000</b>

